

Europe sans armes nucléaires 2022, tout commence en Finistère

Brest 14 janvier 2022

« Réunis en sommet sur la première base atomique de l'Europe, nous ministres de la défense et des affaires étrangères, parlant au nom des 27 pays de l'Union Européenne, déclarons solennellement renoncer à recourir à l'arme nucléaire pour assurer notre protection et décidons dès à présent d'engager la procédure d'adhésion au Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires »

Survenant au terme de trois jours de symposium sur le Plateau des Capucins, l'annonce fit l'effet d'un coup de tonnerre...de Brest.

Quelques jours après à Bruxelles

Renonçant au parapluie nucléaire américain, les vingt pays de l'U.E membres de l'OTAN décident de s'en retirer. Privée des 2/3 de ses membres la vieille Alliance, survivance d'une époque révolue, annonce dans la foulée sa dissolution. Pour l'Union Européenne, la voie est désormais libre pour la construction d'une politique de défense commune, dégagée de toute influence américaine.

Un mois plus tard à l'île Longue

La ministre des armées vient annoncer l'abandon de la dissuasion nucléaire et l'ouverture des opérations de démantèlement de la base. La ministre de la transition écologique qui l'accompagne présente le projet de reconversion du site en un centre de production d'hydrogène vert alimenté en électricité par une hydrolienne

fixée dans le Goulet *. Ce complexe industriel, dans lequel trouveront à s'employer les travailleurs de l'île longue, offrant au bassin d'emploi brestois l'opportunité d'un nouvel essor dans une filière d'avenir de production d'énergie décarbonée.

Enfin à Bercy

Le ministre de l'Economie et des Finances fait savoir que, prenant acte de l'engagement pris à Brest, le gouvernement a décidé de transférer les milliards alloués chaque année à la force nucléaire au Fonds vert pour le climat de l'ONU afin d'aider les pays en développement les plus vulnérables à surmonter les effets déstabilisateurs du réchauffement climatique ; une manière à l'évidence plus efficace que l'arme nucléaire d'agir pour notre sécurité et pour la paix dans le monde.

Tout ceci, nous dira-t-on n'est qu'un rêve. Mais puisque qu'il apparaît, quand on interroge les gens, que l'abandon de l'arme nucléaire est une aspiration majoritairement partagée, qui nous empêche de transformer ce rêve en réalité ?

En cette fin d'année, pour la France et l'Europe, formulons le vœu que grâce à l'engagement actif de tous les militants de la paix **en matière de désarmement nucléaire, tout commence dès demain en Finistère !**

Roland de Penarros

* Cf Orange Bleue n°124

La non-violence, une force pour agir



Annie Déan, formatrice et militante du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente) a animé une soirée débat sur la non-violence dans le cadre du 30ième anniversaire de l'UEP.

Elle a précisé ce que signifie la non-violence. Le contraire de la non-violence ce n'est pas la violence, c'est la lâcheté, la soumission, la résignation. Il s'agit de réconcilier l'exigence morale et l'efficacité, tout en faisant preuve de détermination, de force, de contrainte, de non collaboration avec l'injustice.

La force ne se confond pas avec la violence car il ne s'agit ni d'humilier, ni d'opprimer, ni de blesser ou tuer. Il s'agit de se dresser avec détermination contre l'abus de force de l'adversaire.

La non-violence ne refuse pas le conflit car le conflit fait partie de la vie, mais nos sociétés privilégient trop souvent la violence pour le résoudre. Le débat démocratique et la pression du nombre peuvent souvent résoudre un conflit.

L'agressivité est aussi une vertu du non-violent à condition de ne pas la confondre avec l'agression. L'agressivité c'est accepter le conflit sans se soumettre à la loi de l'autre, surtout si elle est injuste

La violence est toujours fascinante et spectaculaire. Mais elle attire et justifie la répression en disqualifiant et criminalisant les militants et surtout elle les isole de l'opinion publique car elle fait peur. Et donc elle conforte l'ordre injuste en place.

Pour devenir une force puissante, la non-violence exige une formation pour utiliser les techniques de l'action non-violente et apprendre à maîtriser peur et colère. Elle deviendra efficace si elle est collective et organisée.

Les moyens de l'action non-violente sont nombreux : manifestations, grèves, marches, pétitions, boycotts... Gene Sharp dans son livre "De la dictature à la démocratie" en dénombre plus d'une centaine.

Il y a bien sûr la désobéissance civile. La loi mérite notre obéissance tant qu'elle applique la justice pour tous. La désobéissance civile a pour but de changer la loi injuste. Henri David Thoreau le disait déjà au XIXème : "Si, de par sa nature, la machine gouvernementale veut faire de nous les instruments de l'injustice envers notre prochain, alors je vous le dis, enseignez la loi."

Dans le livre "Pouvoir de la non-violence" (chez Calmann Lévy) les deux autrices montrent que les campagnes de résistance non-violentes sont presque deux fois plus susceptibles d'atteindre leurs objectifs, totalement ou en partie, que la résistance violente, et qu'elles offrent une bien meilleure garantie d'un avenir démocratique.

"Soyons le monde que nous voulons voir arriver"

Gandhi

Fanch Hénaff

Le commerce international des armes, une soirée pour en parler

C'est en partenariat avec Amnesty International que nous avons fait le choix d'aborder ce thème le 26 novembre dernier à la Maison de l'international. Entrant dans le cadre de notre 30ème anniversaire, cette action avait aussi vocation à mobiliser les associations régulièrement accueillies dans ce lieu pour qu'elles montrent en quoi elles œuvraient en faveur de l'idée de paix. Déficit d'information sans doute nous n'avons pas été suivis.

Cette soirée a débuté par la projection d'un document filmé afin d'aider à mieux comprendre le sujet.

L'intervention de Armand Paquereau, ambassadeur de la campagne « silence on arme » portée par Amnesty a permis de mesurer le poids de l'organisation de ce secteur, de prendre conscience des possibilités offertes par notre constitution : absence de contrôle des parlementaires, secret défense, poids de l'exécutif...Entre cynisme, hypocrisie et opacité ce marché se développe en dehors de véritables contraintes. S'il existe bien quelques règles sur les processus de commercialisation et de vente : orientation des licences, qualité économique et humanitaire des acheteurs, des questions demeurent sur la chaîne de décisions.

La production des armes découle d'une orientation politique qui vise à équiper nos armées mais aussi à vendre à l'extérieur. En ce domaine l'intérêt économique et financier n'est jamais loin et la France est dans le peloton de tête !

Nous ne devons pas oublier qu'à l'issue de bien des conflits, il existe une sorte de marché noir des armes sur lequel peu ou pas de prise n'existe.



Une mission d'information sur les armes a été lancée, face à un système bloqué et réservé, c'est une première !

Dans ce débat l'UEP a rappelé que pour elle en matière de conflits les armes sont toujours le problème, jamais la solution. Les producteurs toujours du secteur privé, n'ont qu'une obsession : la recherche du profit. Il vaudrait mieux réfléchir à un système de production géré par les états ou mieux encore par des organisations internationales. Amnesty s'appuie sur un encadrement législatif et juridique contraignant pour la production et les marchés. A l'appui de cette position elle constate que la France est le seul état qui ne respecte pas le Traité sur le Commerce des Armes de l'ONU (TCA), que son implication récente en Egypte constitue un crime d'état.

Le besoin d'exigence maximale sur la production des armes est essentiel.

Pierre Cariou

Prise de parole d'Anne- Marie Kervern (UEP) lors du rassemblement du 11 novembre à Primelin Pas de projet de paix sans justice sociale



Au nom de l'Université Européenne de la Paix, je remercie les organisateurs de ce rassemblement fraternel. Il est l'occasion de rappeler que le seul combat qui vaille est celui de la paix et de l'amitié entre les peuples. Il y a des mots dont l'indécence saute aux yeux quand on les met au regard de la somme des souffrances et de l'hécatombe humaine de la première guerre

mondiale. Le mot « victoire », par exemple, est dérisoire face aux 18 millions de morts et des trois millions d'hectares de terres riches transformés en déserts. Oui, le travail pour la paix a plus de grandeur que l'enjeu du combat. Cette cérémonie est l'occasion de rappeler que cette guerre fut précédée d'une course aux armements au profit des grandes banques et d'un complexe militaro-industriel florissant. Il nous faut aussi rappeler le lourd tribut payé par les troupes coloniales ...pour quelle reconnaissance ?, l'abomination des fusillés pour l'exemple dont la réhabilitation collective, plus de cent ans après, n'est toujours pas acquise, et nos proches dont l'effrayante litanie des noms sur les monuments de Bretagne est encore aujourd'hui un traumatisme dans nos familles.

En ce 11 novembre 2021, je voudrais rappeler la mémoire des femmes, les oubliées de la Grande Guerre.

L'hommage à la femme du soldat inconnu du 26 août 1970 ne peut avoir lieu car les femmes qui se présentent avec des fleurs à l'Arc de triomphe sont arrêtées par la police pour violation d'un espace sacré. Ce n'est pas une provocation, juste un rappel important du rôle des femmes dans la guerre.

Les femmes, il ne faut pas les imaginer passives, attendant en larmoyant le retour du soldat. En milieu populaire, elles sont au travail : comme infirmières sur le front, mais aussi et surtout, dans les champs où elles remplacent à mains nues les chevaux réquisitionnés. À l'usine, elles sont recrutées sur les chaînes de production des industries d'armement, avec des salaires inférieurs de 40% à celui des hommes. Beaucoup d'entre elles, empoisonnées par le TNT et le mercure y laisseront leur vie. Elles ont la tâche colossale de continuer à faire tourner le pays.

Puis vient l'armistice : on leur demande alors de laisser leur place aux hommes de retour du front, et d'assurer leur « mission » de repeuplement d'un pays dont la démographie est au plus bas. Fin de l'émancipation !

J'évoque ces femmes obscures parce qu'elles ont subi une énorme injustice, celle de l'oubli, celle de ne pas avoir le droit de vote alors qu'elles ont assuré toutes les tâches alimentaires et domestiques dans un contexte de terribles pénuries. Si je rappelle leur histoire aujourd'hui c'est parce qu'il n'y a pas de projet de paix sans justice sociale.